



**L'état de droit, le contrat social,
et les expériences locales du criminalité
transfrontalière organisée**

Séminaire sur la criminalité transfrontalière organisée

Dr. Catherine Lena Kelly

Centre d'Etudes Stratégiques d'Afrique (CESA)

Niamey, le 15 janvier 2020

Aspects de la réponse à la criminalité transfrontalière organisée

Les réponses des citoyens et des communautés

Développement de la stratégie nationale de sécurité

La collaboration inter-institutionnel au sein d'un pays

La collaboration multinationale (pays voisins, région, continent)



Les enjeux sécuritaires des citoyens et des communautés

- Est-ce que les acteurs étatiques du secteur de la sécurité sont présents? Et les fournisseurs de sécurité alternatifs?
- Les forces de sécurité sont-elles attentives et professionnelles?
- Puis-je accéder aux services civils et administratifs dont j'ai besoin pour garantir la sécurité humaine?
- Puis-je obtenir la justice pour les crimes ou les disputes que j'ai besoin de résoudre?
- A quel point est-ce que les acteurs liés aux économies criminelles illicites contrôlent ou influent sur la fourniture des services publics (y compris la sécurité, la justice)?



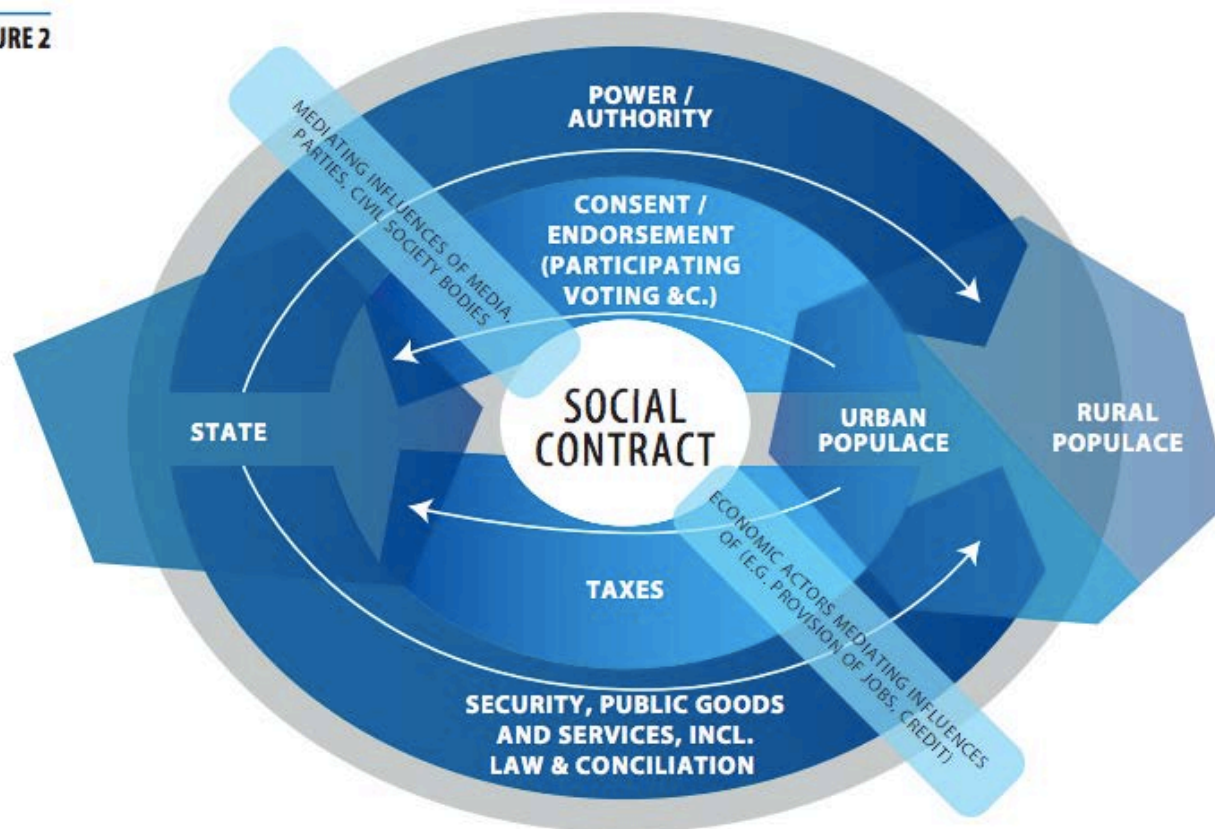
Mali soldiers on patrol in Gao the day after a suicide attack. (Photo: AEP)



Photo: nigeriamasterweb.com.

La criminalité transfrontalière organisée et le contrat social

FIGURE 2



Source: UNDP and Norwegian Peacebuilding Resource Centre, "Engaged Societies, Responsive States: The Social Contract in Situations of Conflict and Fragility," April 2016, p. 9.

La criminalité transfrontalière organisée et le contrat social

La provision fiable et inclusive de la sécurité, des services publics; et des moyens de subsistance économiques détermine si:

- le public fait confiance aux autorités étatiques qui cherchent à faire front à la criminalité transfrontalière organisée dans des lieux spécifiques;
- le public considère comme légitime la criminalité transfrontalière organisée.

Cadre d'analyse de l'économie politique

- comment les règles, normes, et pratiques – formelles et informelles – **infléchissent** sur les choix des individus
 - le pouvoir coercitif et politique des acteurs étatiques et non-étatiques; les systèmes juridiques étatiques et non-étatiques; les pratiques des régimes fonciers; les pratiques associées au mariage...
- comment le contexte affecte les motivations et les effets dissuasifs des acteurs étatiques et non-étatiques pour participer (ou pas participer) à la criminalité transfrontalière organisée
 - les préoccupations quotidiennes des gens et leurs problèmes prioritaires; leurs possibilités de subsistance économique; les perceptions locales de la légitimité de l
- comment les choix des individus orientent les résultats collectifs
 - le rôle and les sources de resilience individuelle et communautaire

Source: Union Africaine, *Evaluation globale du trafic de la drogue et de la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale*, janvier 2014, Figure 3, p. 17.



L'état de droit: Définitions, Théories

Les échanges quotidiennes entre les habitants et les acteurs étatiques de sécurité et de justice

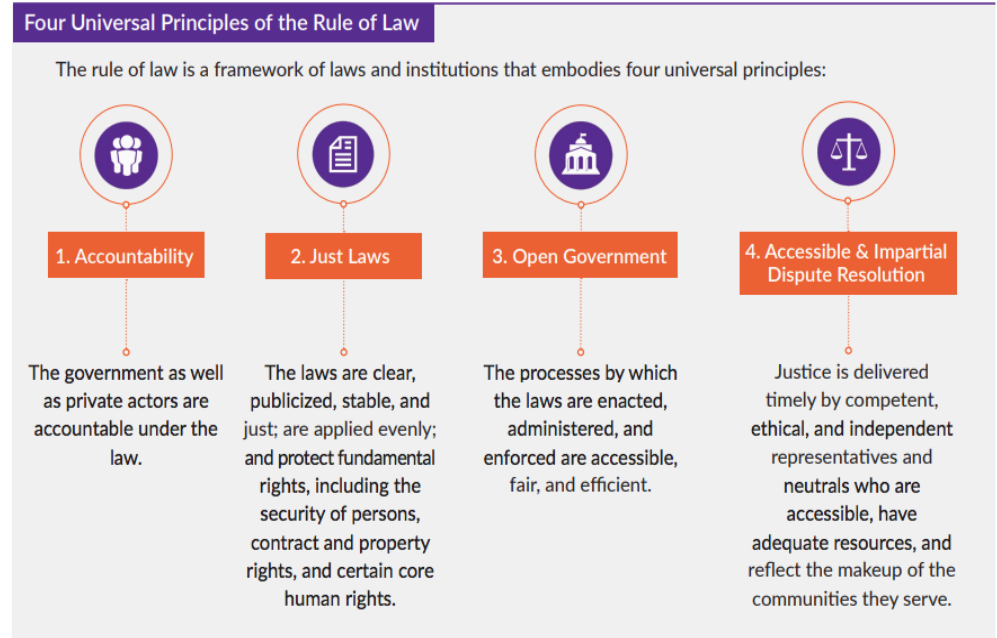


Le respect mutuel, le redevabilité, la transparence

La confiance de la publique en les institutions étatiques de sécurité et de justice; la légitimité des institutions



La prévention et la réponse aux conflits, à la violence, et aux défis sécuritaires qui est plus durable et efficace



Source: World Justice Project, "Qu'est-ce que l'état de droit?"
[https://worldjusticeproject.org/about-us/overview/what-rule-law.](https://worldjusticeproject.org/about-us/overview/what-rule-law)



CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

www.africacenter.org